

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 54 (1974)
Heft: 4

Artikel: Perspectives de l'économie suisse pour 1975
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-886372>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Perspectives de l'économie suisse pour 1975

Divers symptômes annoncent un nouveau ralentissement conjoncturel: en 1975, la croissance réelle de l'économie suisse sera nulle, voire négative. Le processus d'adaptation des structures déjà engagé ira en s'accéléralant. Les fermetures d'exploitations se multiplieront et le marché de l'emploi se détendra notablement. Il n'en résultera toutefois pas un véritable chômage. L'inflation des coûts et des prix pourrait suivre un rythme légèrement moins soutenu, mais cela n'est pas certain. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'économie suisse connaîtra à la fois la croissance zéro, la diminution du taux d'occupation et l'inflation.

Nouveau recul de la demande intérieure

Pour l'ensemble de 1975, la demande intérieure réelle devrait demeurer inférieure à celle de 1974. Ceci vaut, entre autres, pour la consommation privée, qui ressentira surtout le ralentissement de la progression des revenus. Ainsi, l'infléchissement de la courbe ascendante des salaires, l'incertitude généralisée quant à l'évolution de l'économie et la réduction de la main-d'œuvre immigrée entraîneront une contraction des dépenses de consommation.

Bien plus que la consommation des ménages, ce seront les investissements du secteur privé qui diminueront. L'industrie de la construction sera la plus touchée. De janvier à septembre 1974 en effet, les permis de construire délivrés par la construction de logements dans les villes ont diminué de 26,5 %. Durant la même période, les projets de constructions industrielles et artisanales, les projets de transformation et les plans pour des installations d'exploitation ont fléchi de 5,5 % dans l'ensemble. A eux seuls, les plans pour les constructions nouvelles ont même reculé de 14,1 %. Si les investissements d'équipement et la constitution de stocks s'accroîtront encore dans le secteur privé, ce ne sera qu'à un rythme moins rapide. Pour le secteur public, les perspectives sont analogues. En dépit d'une augmentation des recettes fiscales de la Confédération, des cantons et des communes, il faudra bien renoncer à certains projets ou pour le moins différer la réalisation.

Ralentissement de l'expansion de la demande extérieure

L'évolution de la demande extérieure sera nettement plus différenciée. D'une part, le rythme de l'entrée des commandes en provenance de l'étranger ralentit notablement, vu les signes de refroidissement progressif de la conjoncture dans de nombreux pays industriels, mais également en raison de la revalorisation du franc. De fait, l'évolution de la demande diffère considérablement d'une branche à l'autre. Signalons que les carnets de commandes des secteurs majeurs de l'industrie d'exportation, de la construction de machines surtout, sont bien garnis et assureront donc une utilisation intégrale des capacités pour de nombreux mois. Dans l'ensemble toutefois, l'expansion de la demande extérieure fléchira en termes réels. Avec un taux de 2-3 % en 1975, l'augmentation du volume des exportations pourrait même être inférieure à l'accroissement de la productivité industrielle. On peut donc craindre que des surcapacités ne soient ainsi engendrées.

De l'inflation par la demande à l'inflation par les coûts

Pour autant que la poussée des salaires, qui est déjà un peu moins vive, ne s'accroisse pas et que les produits pétroliers et les autres matières premières ne renchérissent pas outre mesure, la hausse de l'indice des prix à la consommation, qui a dépassé 10 % en 1974, pourrait bien ne plus être que de 8-9 % en 1975.

En Suisse, l'excédent de la demande, autrement dit l'utilisation excessive de l'appareil de production pour répondre à la demande extérieure et intérieure, était encore récemment la principale source de l'inflation. Notre politique anti-inflationniste, qui a cependant toujours péché par son côté unilatéral, avait donc pour objectif de réduire cet excédent de la demande. Or, avec le recul de la demande intérieure prévu pour 1975 et le fléchissement des exportations, l'excédent de la demande sera éliminé en tant qu'agent inflationniste. Aussi le caractère de l'inflation va-t-il se modifier. Les coûts, de par les augmentations de salaires, l'alourdissement des charges sociales et l'ajustement des prix rendu indispensable en grande partie par les hausses tarifaires prendront le relais, devenant ainsi le moteur principal de l'inflation.

Réorientation nécessaire de la politique de stabilisation

Maintenant que l'excédent de la demande est résorbé, notre politique de stabilisation doit être réorientée. Il nous faut forger un instrument qui permette de contrôler l'inflation intérieure par les coûts. Outre l'alignement des salaires sur la productivité de l'ensemble de l'économie et une limitation des dépenses publiques, il vaudrait la peine d'encourager les investissements des entreprises par des mesures sur les plans fiscal et monétaire afin qu'elles puissent neutraliser la hausse des coûts en rationalisant leur appareil de production. Considérée sous cet aspect, la limitation des amortissements admissibles par le fisc semble aller à l'encontre du but poursuivi. En ne rectifiant pas notre politique anti-inflationniste, qui ne tient plus compte des réalités présentes, nous courrons le danger de nous entraîner nous-mêmes dans un état proche d'une crise, sans pour cela arriver à modérer notablement l'inflation. Ce ne sont pas les exemples qui manquent — et cela dans le monde entier — pour illustrer des erreurs de ce genre.

Niveau relativement élevé de l'intérêt et évolution irrégulière des cours des actions

En dépit du refroidissement prévu de la conjoncture, les besoins en capitaux de l'économie suisse demeureront relativement importants en 1975. L'inflation, les gros déficits budgétaires de la Confédération, des cantons et des communes et la dégradation de la capacité d'autofinancement des entreprises amplifieront la demande de capitaux. Mais, d'autre part, l'affaiblissement progressif de la volonté d'épargner et la distorsion de la structure des taux d'intérêt devraient freiner la formation de l'épargne et, partant, l'offre de capitaux à long terme. Vu le resserrement des marchés financiers et les mesures monétaires restrictives qui continueront d'être appliquées, il ne faut pas escompter une décade substantielle et durable des taux d'intérêt.

A leur niveau actuellement très déprimés — l'indice a reculé de près de 35 % de février à novembre 1974 — les

cours de bien des actions suisses tiennent déjà largement compte des divers facteurs négatifs. Compte tenu de la bonne capacité bénéficiaire de la majorité des entreprises et leur assise financière solide, nombreuses sont les actions sous-évaluées. Un revirement de tendance ne s'opérera toutefois que si les perspectives de l'économie s'améliorent, si l'inflation est tant soit peu contrôlée et si le loyer de l'argent baisse, réduisant ainsi l'écart entre le rendement des obligations et celui des actions. Les actions de sociétés des secteurs de la construction, de l'alimentation (surtout les fabricants de chocolat) et des services demeureront vraisemblablement délaissées, comme en 1974. Dans l'industrie de la construction de machines et de l'électrotechnique, les perspectives bénéficiaires pour 1975 sont divergentes. — En dépit d'un contexte économique moins favorable, les actions des grandes banques, des leaders de la chimie et de certaines compagnies d'assurances devraient avoir les meilleures chances de plus-values, sans toutefois exclure certaines réactions en baisse.

Balance des revenus déficitaires

Les échanges extérieurs ne subiront pas de grandes modifications. Tant les exportations que les importations fléchiront en termes réels. Mais la hausse des prix devant se modérer en Suisse comme chez ses partenaires commerciaux, les échanges ne progresseront en valeur que dans une proportion moindre.

Durant le second semestre 1973, les termes de l'échange se sont déjà modifiés au détriment de la Suisse. Ceci est d'autant plus surprenant que de toutes les monnaies des pays industrialisés c'est le franc suisse qui s'est le plus revalorisé. Une bonne partie des importations est certes devenue meilleur marché, mais cet avantage a été très largement compensé par l'énorme renchérissement des produits pétroliers et d'autres matières premières. Le rapport existant entre les prix à l'importation et les prix à l'exportation devant demeurer sensiblement le même en 1975 — et en admettant qu'aucune modification majeure des tarifs pétroliers et des prix d'autres matières premières n'intervienne — le déficit commercial de la Suisse sera dans doute du même ordre qu'en 1974, soit de quelque 9 milliards de francs. En revanche, les revenus des capitaux et les recettes des services divers devraient continuer de s'accroître, tandis que l'excédent des recettes du tourisme demeurerait stationnaire. Bien que pour les transferts unilatéraux de capitaux privés la sortie de devises doive un peu ralentir, la balance des revenus dégagera tout de même un déficit de 0,5 milliard de francs en 1975. Ce déficit sera toutefois largement compensé par les importations nettes de capitaux à court et long terme. Selon la politique que suivra la Banque Nationale, il en résultera donc, soit une augmentation des réserves de change, soit une nouvelle revalorisation du franc.

(Source : Union de Banques Suisses à Zurich.)